Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I **Anno 102° — Numero 96**

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA **Roma - Martedì, 18 aprile 1961** SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA — UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI — TEL. 650-139 650 841 652-361
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO DELLO STATO-LIBRERIA DELLO STATO-PIAZZA G. VERDI 10, ROMA — TEL. 841-089 848-184 841-737 886-144

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI
(Esclusi quelli recanti le norme sul trattamento economico e normativo dei lavoratori).
Annuo L. 13.390 - Semestrale L. 7.380 - Trimestrale L. 4.020 - Un fascicolo L. 60 - Fascicoli annate arretrate: il doppio

AI SUPPLEMENTI ORDINARI CONTENENTI LE NORME SUL TRATTAMENTO ECONOMICO E NORMATIVO DEI LAVORATORI
Annuo L. 12.030 - Semestrale L. 6.520 - Trimestrale L. 3.510

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)
Annuo L. 10.020 - Semestrale L. 5.520 - Trimestrale L. 3.010 - Un fascicolo L. 50 - Fascicoli annate arretrate: il doppio

I PREZZI sono comprensivi d'imposta di bollo
Per l'ESTERO i prezzi sono il doppio di quelli indicati per l'interno

I fascicoli disguidati devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/2640 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato

La «Gazzetta Ufficiale» e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso le Agenzie della Libreria dello Stato: ROMA, via XX Settembre (Palazzo del Ministero delle Finanze) e via del Tritone, 61/A; MILANO, Galleria Vittorio Emanuele, 3; NAPOLI, via Chiaia, 5; FIRENZE, via Cavour, 46/r e presso le Librerie depositarie nei Capoluoghi di Provincia. Le inserzioni, come da norme riportate nella testata della parte II, si ricevono in Roma (Ufficio inserzioni – via XX Settembre – Palazzo del Ministero delle Finanze). Le agenzie di Milano, Napoli e Firenze possono accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

1961

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

CONCORSI ED ESAMI

LEGGI E DECRETI

LEGGE 23 febbraio 1961, n. 238.

Accettazione ed esecuzione della Convenzione internazionale per la prevenzione dell'inquinamento delle acque marine da idrocarburi, firmata a Londra il 12 maggio 1954.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato ad accettare la Convenzione internazionale per la prevenzione dell'inquinamento delle acque marine da idrocarburi, firmata a Londra il 12 maggio 1954.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione indicata nell'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo XV della Convenzione stessa.

Art. 3.

Agli oneri derivanti dalla Convenzione indicata nell'articolo 1 si farà fronte con gli stanziamenti del capitolo 56 dello stato di previsione della spesa del Ministero dei lavori pubblici per l'esercizio finanziario 1958-59 e corrispondenti degli esercizi successivi, fatta eccezione per quelle opere e servizi necessari nelle zone riservate esclusivamente al naviglio militare per i quali la relativa spesa farà carico alle dotazioni del capitolo 124 dello stato di previsione della spesa del Ministero della difesa per il detto esercizio 1958-59 e corrispondenti degli esercizi successivi.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 23 febbraio 1961

GRONCHI

FANFANI — SEGNI — TAVIANI — ANDREOTTI — ZACCAGNINI — COLOMBO — JERVOLINO

Visto, *il Guardasigilli*: GONELLA

Convenzione internazionale per la prevenzione dell'inquinamento delle acque marine da idrocarburi. (Londra, 12 maggio 1954).

CONVENTION INTERNATIONALE POUR LA PRÉVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX DE LA MER PAR LES HYDROCARBURES, 1954

Les Gouvernements représentés à la Conférence Internationale pour la Prévention de la Pollution des Eaux de la Mer par les Hydrocarbures réunie à Londres du 26 avril au 12 mai 1954,

Désireux d'entreprendre une action commune pour prévenir la pollution des eaux de la mer par les hydrocarbures rejetés des navires, et considérant que le meilleur moyen d'atteindre ce but est la conclusion d'une Convention,

Ont désigné les Plénipotentiaires soussignés qui, ayant communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont agréé les dispositions suivantes:

Article I

(1) Aux fins de la présente Convention, les expressions suivantes (sous réserve de tout autre sens commandé par le contexte) ont respectivement la signification ci-après, à savoir:

« Le Bureau » est pris au sens qui lui est attribué par l'article XXI;

« Rejet », lorsqu'il s'agit d'ydrocarbures ou d'un mélange d'hydrocarbures, signifie tout déversement ou fuite, quelle qu'en soit la cause;

« Huile diesel lourde » signifie l'huile diesel employée par les navires, dont la distillation à une température n'excédant pas 340° C, lorsque soumise à l'épreuve de la méthode standard A. S. T. M., D158/53, réduit le volume de 50 pour cent au plus;

« Mille » signifie mille marin de 6.080 pieds, soit de 1.852 mètres;

« Hydrocarbure » signifie pétrole brut, fuel-oil, huile diesel lourde ou huile de graissage.

(2) Aux fins de la présente Convention, les territoires relevant d'un Gouvernement contractant comprennent le territoire du pays de ce Gouvernement, ainsi que tout autre territoire dont les relations internationales relèvent de la responsabilité de ce Gouvernement et auquel la Convention aura été étendue en application de l'article XVIII.

Article II

La présente Convention s'appliquera aux navires de mer immatriculés dans l'un quelconque des territoires relevant d'un Gouvernement contractant, à l'exception:

(*i*) des navires employés comme navires auxiliaires de la Marine pendant la durée de ce service;

(*ii*) des navires dont la jauge brute est inférieure à 500 tonneaux;

(*iii*) des navires utilisés par l'industrie de la pêche à la baleine pendant la durée de ce service;

(*iv*) de tout navire navigant sur les Grands Lacs d'Amérique du Nord et les eaux qui les relient entre eux ou en sont tributaires et qui s'étendent à l'Est jusqu'au débouché aval du Canal Lachine à Montréal, dans la Province de Québec, Canada, pendant la durée de cette navigation.

Article III

(1) Sous réserve des dispositions des articles IV et V ci-après, il sera interdit à tout navire-citerne auquel la présente Convention s'applique, de rejeter à la mer, dans les limites de l'une quelconque des zones d'interdiction prévues à l'Annexe A de la Convention pour les navires-citerne, les produits suivants:

(*a*) hydrocarbures:

(*b*) tout mélange contenant des hydrocarbures, de nature à souiller la surface de la mer.

Pour l'application de ce paragraphe, un mélange dont la teneur en hydrocarbure est inférieure à 100 parties

d'ydrocarbure pour 1.000.000 de parties de mélange ne sera pas considéré comme de nature à souiller la surface de la mer.

(2) Sous réserve des dispositions des articles IV et V ci-après, tout navire auquel la Convention s'applique et autre qu'un navire-citerne, rejettera aussi loin de terre que faire se peut toutes eaux de nettoyage de soutes et toutes eaux de lest polluées par les hydrocarbures. A l'expiration d'un délai de trois ans suivant la date d'entrée en vigueur de la Convention, le paragraphe (1) du présent article relatif aux navires-citerne, s'appliquera également aux autres, étant entendu que:

(*a*) les zones d'interdiction applicables aux navires autres que les navires-citerne seront celles prévues à cet effet à l'Annexe *A* de la Convention;

(*b*) le rejet d'ydrocarbures ou de tout mélange contenant des hydrocarbures ne sera pas interdit lorsque le navire aura pour destination un port qui ne sera pas pourvu des installations de réception prévues à l'article VIII ci-après.

(3) Toute contravention aux paragraphes (1) et (2) du présent article constituera une infraction punissable par la législation du territoire dans lequel le navire est immatriculé.

Article IV

(1) L'article III de la présente Convention ne s'appliquera pas:

(*a*) au rejet d'ydrocarbures ou de tout melange d'ydrocarbures effectué par un navire pour assurer sa sécurité, éviter une avarie au navire ou à la cargaison, ou sauver des vies humaines en mer; ou

(*b*) au déversement d'ydrocarbures ou de mélanges d'ydrocarbures provenant d'une avarie ou d'une fuite impossible à éviter, si toutes les précautions raisonnables ont été prises après l'avarie ou la découverte de la fuite pour empêcher ou réduire ce déversement;

(*c*) au rejet de dépôts;

(*i*) impossibles à pomper hors des citernes de cargaison des navires-citerne en raison de leur densité, ou

(*ii*) provenant de la purification ou de la clarification de combustible liquide ou d'huile de graissage, pourvu que ce rejet soit effectué aussi loin de terre que faire se peut.

(2) Mention des circonstances et des causes de ces rejets ou fuites sera faite au registre des hydrocarbures tenu conformément à l'article IX.

Article V

L'article III ne s'appliquera pas au rejet provenant des fonds de cale d'un navire:

(*a*) de tout mélange contenant des hydrocarbures, effectués pendant la période d'un an suivant la date à laquelle la Convention entrera en vigueur pour le territoire où le navire est immatriculé;

(*b*) après l'expiration de cette période, d'un mélange ne contenant pas d'autre hydrocarbure que de l'huile de graissage.

Article VI

Les pénalités que la législation d'un des territoires relevant d'un Gouvernement contractant imposera, en application de l'article III, pour les rejets interdits d'ydrocarbures ou de mélanges d'ydrocarbures en dehors de ses eaux territoriales ne devront pas être inférieures à celles que cette législation prévoira pour les mêmes infractions commises dans ses eaux territoriales.

Article VII

A l'expiration d'un délai d'un an après la date d'entrée en vigueur de la Convention pour le territoire où il est immatriculé, tout navire auquel la Convention s'applique devra être muni de dispositifs permettant d'éviter que les fuites de fuel-oil ou d'huile diesel lourde ne parviennent dans les fonds de cale dont le contenu est déchargé à la mer sans être traité par un séparateur.

Article VIII

A l'expiration d'un délai de trois ans après la date d'entrée en vigueur de la présente Convention dans un territoire relevant d'un Gouvernement contractant, celui-ci s'assurera que tous ses ports principaux ont prévu des installations capables de recevoir, sans imposer à la navigation des délais anormaux, les résidus que les navires autres que les navires-citerne, qui fréquentent ces ports, pourraient avoir à décharger après avoir épuré les eaux de nettoyage de leurs soutes ou leurs eaux de lest polluées, au moyen d'un séparateur, d'un réservoir de décantation ou par tout autre procédé. Chaque Gouvernement contractant décidera, au fur et à mesure des circonstances, quels ports de son territoire devront être considérés comme ports principaux au sens du présent article. Il en fera notification par ecrit au Bureau en indiquant si les installations de réception nécessaires y sont disponibles.

Article IX

(1) Tout navire auquel la Convention s'applique tiendra, dans la forme définie à l'Annexe *B* de la présente Convention, un registre des hydrocarbures qui pourra ou non être intégré dans le livre de bord règlementaire. Les mentions prévues y seront portées. Chaque page, y compris toute déclaration faite en application du paragraphe (2) de l'article IV, en sera signée par l'officier ou les officiers responsables des opérations en question et par le capitaine du navire. Les mentions seront écrites soit dans une langue officielle du territoire dans lequel le navire est immatriculé, soit en francais, soit en anglais.

(2) Les autorités compétentes de tout territoire relevant d'un Gouvernement contractant pourront examiner à bord des navires auxquels la Convention s'applique, pendant qu'ils se trouvent dans un port de ce territoire, le registre des hydrocarbures dont ils doivent être munis conformément aux dispositions de la présente Convention. Elles pourront en extraire des copies conformes et pourront en exiger la certification par le capitaine du navire. Toute copie ainsi certifiée conforme par le capitaine du navire sera, en cas de poursuite, admissible en justice comme preuve des faits relatés dans le registre des hydrocarbures. Toute intervention des autorités compétentes, en vertu des dispositions du présent paragraphe, sera effectuée de la facon la plus expéditive possible et sans que le navire puisse être retardé de ce fait.

Article X

(1) Tout Gouvernement contractant pourra exposer par écrit, au Gouvernement contractant dont relève le

territoire dans lequel un navire est immatriculé, les points de fait établissant qu'il a été contrevenu à l'une des dispositions de la Convention par ce navire, et ce quel que soit le lieu où la contravention qu'il allègue ait pu être commise. Dans toute la mesure du possible, celle-ci sera portée à la connaissance du capitaine du navire par l'autorité compétente relevant du premier des Gouvernements mentionnés ci-dessus.

(2) Dès réception de l'exposé de faits, le second Gouvernement examinera l'affaire et pourra demander au premier de lui fournir sur la contravention alléguée des éléments de fait plus complets ou plus valables. Si le Gouvernement du territoire dans lequel le navire est immatriculé estime que la preuve est suffisante pour permettre, conformément à sa législation, des poursuites du chef de la contravention alléguée contre l'armateur ou le capitaine du navire, il fera engager celles-ci aussitôt que possible et informera l'autre Gouvernement et le Bureau de leurs résultats.

Article XI

Dans les matières relevant de la présente Convention aucune de ses dispositions ne sera interprétée comme dérogeant aux pouvoirs que tout Gouvernement contractant exerce dans les limites de sa juridiction, ni comme étendant les limites de la juridiction d'un quelconque des Gouvernements contractants.

Article XII

Tout Gouvernement contractant adressera au Bureau et à l'organisme approprié des Nations Unies:

(*a*) le texte des lois, décrets, règlements et instructions, en vigueur dans ses territoires et destinés à assurer l'application de la présente Convention;

(*b*) tous rapports ou résumés de rapports officiels ayant trait aux résultats obtenus dans l'application des dispositions de la présente Convention, sous réserve toutefois que ces documents n'aient pas, aux yeux de ce Gouvernement, un caractère confidentiel.

Article XIII

Tout différend entre les Gouvernements contractants relatif à l'interprétation ou à l'application de la présente Convention qui ne peut être réglé par voie de négociation sera, à la requête de l'une quelconque des parties, déféré à la Cour Internationale de Justice, à moins que les parties en cause ne s'entendent pour le soumettre à l'arbitrage.

Article XIV

(1) La présente Convention demeurera ouverte à la signature pendant trois mois à dater de ce jour et en suite à l'acceptation.

(2) Les Gouvernements pourront devenir partie à la Convention par:

(*i*) signature sans réserve quant à l'acceptation,

(*ii*) signature sous réserve d'acceptation, suivie d'acceptation, ou

(*iii*) acceptation.

(3) L'acceptation résultera du dépôt des instruments par chaque Gouvernement auprès du Bureau qui informera de toute signature ou acceptation, et de leur date, tous les Gouvernements ayant déjà signé ou accepté la Convention.

Article XV

(1) La présente Convention entrera en vigueur à l'expiration du délai d'un an suivant la date à laquelle au moins dix Gouvernements seront devenus parties à la Convention, dont cinq représentant des pays ayant chacun au moins 500.000 tonneaux de jauge brute en navires-citerne.

(2) (*a*) La date d'entrée en vigueur prévue au paragraphe (1) du présent article s'appliquera à tous les Gouvernements ayant signé la Convention sans réserve d'acceptation ou l'ayant acceptée avant cette date. Pour les Gouvernements ayant accepté la Convention à cette date ou postérieurement, l'entrée en vigueur aura lieu trois mois après la date du depôt de leurs instruments d'acceptation.

(*b*) Le Bureau informera aussitôt que possible de la date d'entrée en vigueur tous les Gouvernements ayant signé ou accepté la Convention.

Article XVI

(1) A la requête de l'un d'eux, le Bureau communiquera pour examen à tous les Gouvernements contractants chaque proposition d'amendement à la présente Convention.

(2) Un amendement ainsi communiqué sera considéré comme ayant été accepté par tous les Gouvernements contractants à l'expiration d'une période, de six mois suivant la date de la communication, sauf si l'un de ceux-ci a notifié, deux mois au moins avant l'expiration de cette période, qu'il n'accepte pas ledit amendement.

(3) (*a*) A la demande d'un tiers d'entre eux, une Conférence des Gouvernements contractants sera convoquée par le Bureau en vue d'examiner une proposition d'amendement;

(*b*) tout amendement adopté à la majorité des deux tiers des Gouvernements contractants présents à la Conférence sera communiqué par le Bureau à tous les Gouvernements contractants en vue d'obtenir leur acceptation.

(4) A l'expiration du délai d'un an suivant la date de son acceptation par les deux tiers des Gouvernements contractants, un amendement communiqué pour acceptation aux autres Gouvernements contractants conformément au paragraphe précédent liera tous les Gouvernements qui, avant son entrée en vigueur, n'auront pas fait une déclaration aux termes de laquelle ils n'acceptent pas cet amendement.

(5) Toutes les déclarations prévues au présent article seront notifiées par écrit au Bureau qui en informera tous les Gouvernements contractants.

(6) Le Bureau fera connaître à tous les Gouvernements signataires ou contractants les amendements qui entrent en vigueur en application du présent article, ainsi que la date à laquelle ils prennent effet.

Article XVII

(1) La présente Convention pourra être dénoncée par l'un quelconque des Gouvernements contractants à tout moment après l'expiration de la période de cinq ans suivant la date à laquelle la Convention sera entrée en vigueur pour ce Gouvernement.

(2) La dénonciation s'effectuera par notification écrite adressée au Bureau. Celui-ci fera connaître à tous les autres Gouvernements contractants les dénonciations qui lui seront parvenues avec la date de leur réception.

(3) Une dénonciation prendra effet à l'expiration du délai d'un an suivant la date à laquelle la notification en aura été reçue par le Bureau, ou à l'expiration de telle autre période plus longue qu'elle pourrait spécifier.

Article XVIII

(1) (a) Tout Gouvernement contractant pourra, lors de sa signature ou de son acceptation, ou à tout moment ultérieur, déclarer, par une notification écrite adressée au Bureau, que la présente Convention s'étend à un ou plusieurs des territoires dont les relations internationales relèvent de sa responsabilité;

(b) l'application de la présente Convention sera étendue aux territoires désignés dans cette notification à la date de réception de celle-ci ou à telle autre date qui y serait fixée.

(2) (a) Tout Gouvernement contractant qui aura, par déclaration prévue au paragraphe (1) du présent article, étendu la Convention à un ou plusieurs territoires, pourra à tout moment après l'expiration d'une période de cinq ans suivant la date à laquelle cette extension sera entrée en vigueur, déclarer par notification écrite au Bureau qu'elle cesse de s'appliquer à ce ou ces territoires, ou à l'un ou l'autre d'entre eux qu'il choisirait de désigner dans sa notification.

(b) La Convention cessera de s'appliquer aux territoires en question à l'expiration d'un délai d'un an suivant la date de réception de la notification par le Bureau ou de toute autre période plus longue qui y serait fixée.

(3) Le Bureau informera tous les Gouvernements contractants qu'extension de la présente Convention a été faite à un territoire en vertu du paragraphe (1) du présent article. Il agira de même au cas où il serait mis fin a cette extension en vertu du paragraphe (2) du présent article. Il spécifiera dans les deux cas la date à partir de laquelle la Convention est devenue ou a cessé d'être applicable.

Article XIX

(1) En cas de guerre ou d'hostilités, le Gouvernement contractant qui s'estime affecté, soit comme belligérant, soit comme neutre, pourra suspendre l'application de la totalité ou d'une partie seulement de la Convention ou de son extension à un territoire relevant de lui. Il en fera notification immédiate au Bureau.

(2) Il pourra à tout moment mettre fin à cette suspension. Il le fera, en tout cas, aussitôt que celle-ci cessera d'être justifiée aux termes du paragraphe (1) du présent article. Notification immédiate en sera faite au Bureau.

(3) Le Bureau portera à la connaissance de tous les Gouvernements contractants les diverses notifications reçues en application du présent article.

Article XX

Dès l'entrée en vigueur de la présente Convention, le Bureau en fera dépôt auprès du Secrétaire Général des Nations Unies pour enregistrement.

Article XXI

Les fonctions assignées au Bureau seront exercées par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord jusqu'à et en attendant la formation de l'Organisation Consultative Maritime Intergouvernementale et la prise en charge par elle des fonctions qui lui sont attribuées par la Convention signée à Genève le 6 mars 1948; par la suite, les fonctions du Bureau seront assumées par cette Organisation.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé la présente Convention.

Fait à Londres, ce douzième jour de mai 1954, en anglais et en français, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé au Bureau et dont celui-ci donnera copies conformes à tous les Gouvernements Contractants.

Pour le Gouvernement de l'Australie:

Pour le Gouvernement de la Belgique:
Sous réserve d'acceptation
M. A. van Boeckel

Pour le Gouvernement du Brésil:

Pour le Gouvernement du Canada:
Alan Cumyn
Sous réserve de ratification

Pour le Gouvernement de Ceylon:
T. D. Perera
Sous réserve d'acceptation

Pour le Gouvernement du Chili:

Pour le Gouvernement du Danemark:
Sous réserve d'acceptation
Mogens Blach

Pour le Gouvernement de Finlande:
Sous réserve d'acceptation
S. Sundman

Pour le Gouvernement de la République Française:
Sous réserve de ratification
R. Massigli

Pour le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne:
Sous réserve d'acceptation
Karl Schubert

Pour le Gouvernement de la Grèce:
Sous réserve d'acceptation
M. Sakaris
Kostas Lyras

Pour le Gouvernement de l'Inde:

Pour le Gouvernement de l'Irlande:
F. H. Boland
Sous réserve d'acceptation

Pour le Gouvernement d'Israël:

Pour le Gouvernement de l'Italie:
Sous réserve d'acceptation
Giulio Ingianni

Pour le Gouvernement du Japon:
Sous réserve d'acceptation
S. Matsumoto

Pour le Gouvernement du Libéria:
Sous réserve d'acceptation ou ratification du Président avec l'autorisation du Sénat
George B. Stevenson
S. Edward Peal

Pour le Gouvernement du Mexique:
G. LUDERS DE NEGRI
Sous réserve d'acceptation

Pour le Gouvernement des Pays-Bas:
A. H. HASSELMAN
Sous réserve de ratification

Pour le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande:
Sous réserve d'acceptation
F. H. CORNER

Pour le Gouvernement du Nicaragua:

Pour le Gouvernement de la Norvège:
Sous réserve d'acceptation
SIGURD STORHAUG

Pour le Gouvernement du Panama:

Pour le Gouvernement de la Pologne:

Pour le Gouvernement du Portugal:

Pour le Gouvernement de l'Espagne:

Pour le Gouvernement de la Suède:
Sous réserve d'acceptation
G. BÖÖS

Pour le Gouvernement de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques:
Y. MALIK
Sous réserve de ratification par le Présidium du Soviet Suprême de l'U. R. S. S.
Y. M.

Pour le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:
Sous réserve d'acceptation
GILMOUR JENKINS
PERCY FAULKNER

Pour le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique:

Pour le Gouvernement du Vénézuela:

Pour le Gouvernement de la Yougoslavie:
Sous réserve d'acceptation
PREDRAG NIKOLIČ

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
SEGNI

ANNEXE *A*

ZONES D'INTERDICTION

(1) Sous réserve du paragraphe (3) de la présente Annexe, les zones d'interdiction, pour les navires-citerne, seront les étendues de mer situées à moins de cinquante milles de terre, sauf exceptions ci-après.

(a) *Les Zones de l'Adriatique*

Dans la Mer Adriatique, les zones d'interdiction situées respectivement au large des côtes d'Italie et de Yougoslavie s'étendront chacune sur une largeur de 30 milles à partir de la terre, à la seule exception de l'île de Vis. A l'expiration d'une période de trois ans, suivant la date de mise en vigueur de la présente Convention, la largeur de cette zone sera augmentée de 20 milles à moins que les deux Gouvernements ne s'entendent pour remettre cette opération à une date ultérieure. Au cas où ils se mettraient ainsi d'accord, les deux Gouvernements en donneront notification au Bureau trois mois au moins avant l'expiration de la période de trois ans. Le Bureau donnera connaissance de cet accord à tous les Gouvernements contractants.

(b) *La Zone de la Mer du Nord*

La zone d'interdiction de la Mer du Nord s'étendra sur une largeur de 100 milles à partir des côtes des pays suivants:

Belgique
Danemark
Pays-Bas
République Fédérale d'Allemagne
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Cette zone ne s'étendra pas au-delà du point où se rejoignent la limite d'une zone de 100 milles au large de la côte Ouest du Jutland et celle de la zone de 50 milles au large de la côte norvégienne.

(c) *La Zone Atlantique*

La limite de cette zone commencera en un point situé sur le méridien de Greenwich à 100 milles au Nord-Nord-Est des îles Shetland; elle se dirigera vers le Nord en suivant le méridien de Greenwich jusqu'au 64ème degré de latitude Nord; de là vers l'Ouest en suivant le 64ème parallèle jusqu'au 10ème degré de longitude Ouest; de là jusqu'à un point situé par 60° de latitude Nord et 14° de longitude Ouest; de là jusqu'à un point situé par 54° 30' de latitude Nord et 30° de longitude Ouest; de là jusqu'à un point situé par 44° 20' latitude Nord et 30° de longitude Ouest; de là jusqu'au point situé par 48° de latitude Nord et 14° de longitude Ouest; et de là vers Est en suivant le 48ème parallèle jusqu'au point d'intersection de la limite de la zone de 50 milles au large de la côte française. Pour les trajets effectués à l'intérieur de cette zone atlantique, telle qu'elle est définie ci-dessus, et lorsque les navires ont pour destination un port qui ne dispose pas d'installations adéquates pour la réception des déchets d'hydrocarbures, la limite de la zone d'interdition atlantique sera toutefois reportée à 100 milles de terre.

(d) *La Zone Australienne*

La zone australienne s'étendra sur une largeur de 150 milles à partir des côtes d'Australie à l'exception de la partie des côtes Nord et Ouest du Continent australien comprise entre le point situé en face de l'île de Jeudi et le point de la côte Ouest situé à 20° de latitude Sud.

(2) Sous réserve des dispositions du paragraphe (3) de la présente Annexe, les zones d'interdiction, pour les navires autres que les navires-citerne, seront constituées par toutes les étendues de la mer situées à moins de 50 milles de terre, sauf exception ci-après:

(a) *Les Zones de l'Adriatique*

Dans la Mer Adriatique, les zones d'interdiction situées respectivement au large des côtes d'Italie et de Yougoslavie s'étendront chacune sur une largeur de 20 milles à partir de la terre à la seule exception de l'île de Vis. A l'expiration d'une période de trois ans suivant la date de mise en vigueur de la présente Convention, la largeur de cette zone sera augmentée de 30 milles à moins que les deux Gouvernements ne s'entendent pour remettre cette opération à une date ultérieure. Au cas où ils se mettraient ainsi d'accord, les deux Gouvernements en donneront la notification au

Bureau trois mois au moins avant l'expiration de la période de trois ans. Le Bureau donnera connaissance de cet accord à tous les Gouvernements contractants.

(b) *Les Zones de la Mer du Nord et de l'Atlantique*

Les Zones de la Mer du Nord et de l'Atlantique s'étendront sur une distance de 100 milles à partir des côtes des pays suivants:

Belgique
Danemark
Irlande
Pays-Bas
République Fédérale d'Allemagne
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

mais elles ne s'étendront pas au delà du point d'intersection de la limite de la zone de 100 milles au large de la côte occidentale du Jutland et de la limite de la zone de 50 milles au large de la côte de la Norvège.

(3) (*a*) Tout Gouvernement contractant pourra proposer

(*i*) la réduction de toute zone au large de la côte d'un quelconque de ces territoires;

(*ii*) l'extension de toute zone jusqu'à une largeur maximum de 100 milles à partir d'une des dites côtes, en faisant une déclaration à cet effet. La réduction ou l'extension entrera en vigueur à l'expiration d'une période de six mois après la déclaration, à moins que l'un quelconque des Gouvernements contractants ne fasse, deux mois au moins avant l'expiration de ladite période, une déclaration stipulant que ses intérêts sont affectés, soit en raison de la proximité de ses côtes, soit en raison de l'activité de ses navires marchands dans les parages en question, et qu'il n'accepte pas la réduction ou l'extension, suivant le cas.

(*b*) Toute déclaration prévue par ce paragraphe sera notifiée par écrit au Bureau qui avisera tous les Gouvernements contractants de la réception de celle-ci.

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
SEGNI

ANNEXE *B*

REGISTRE DES HYDROCARBURES

— NAVIRES-CITERNE

DATE D'INSCRIPTION					
(a) *Lestage et rejet des eaux de lest des citernes de cargaison*					
1. Numéro d'ordre de la (des) citerne(s)	.....		.....	.....	.....
2. Nature de l'hydrocarbure précédemment contenu dans la (les) citerne(s)	.....	.....	.....	.....	.....
3. Date et lieu des opérations de lestage			.....	.....	.....
4. Date et heure du rejet de l'eau de lest	.....		.....	.....	.....
5. Emplacement ou position du navire	.....	.....	.....	.....	.....
6. Quantité approximative d'eau polluée transférée dans la (les) citerne(s) de décantation	.....	.....	.....	.....	.....
7. Numéro d'ordre de la (des) citerne(s) de décantation	.....	.....	.....	.....	.....
(b) *Nettoyage des citernes de cargaison*					
8. Numéro d'ordre de la (des) citerne(s)	.....	.....	.....	.....	.....
9. Type d'hydrocarbure précédemment contenu dans la (les) citerne(s)	.....	.....	.....	.....	.....
10. Numéro d'ordre de la (des) caisse(s) de décantation dans laquelle (lesquelles) les eaux de nettoyage ont été transférées	.....	.....		.....	.....
11. Dates et heures du nettoyage	.....	.....	.....	.....	.....
(c) *Dépôt dans la (les) citerne(s) et rejet de l'eau*					
12. Numéro d'ordre de la (des) citerne(s) de décantation	.....	.....	.....	.....	.....
13. Durée du dépôt (en heures)	.....	.....	.....	.....	.....

14. Date et heure du rejet de l'eau ....
15. Emplacement ou position du navire ....
16. Quantité approximative de résidus ....

(d) *Rejet par le navire des résidus d'hydrocarbure des citernes de décantation et d'autres origines*

17. Date et procédé du rejet ....
18. Emplacement ou position du navire ....
19. Origines et quantités approximatives ....

..... Signature de l'officier ou des officiers responsables des opérations en question

..... Signature du capitaine du navire

II. — AUTRES NAVIRES

DATE D'INSCRIPTION

(a) *Lestage ou nettoyage en cours de traversée des soutes à combustible*

1. Numéro d'ordre de la (les) soute(s) ....
2. Nature de l'hydrocarbure précédemment contenu dans la soute (les soutes) ....
3. Date et lieu du lestage ....
4. Date et heure du rejet des eaux de lest ou de nettoyage ....
5. Emplacement ou position du navire ....
6. Le cas échéant, durée d'utilisation du séparateur ....
7. Déchargement des résidus d'hydrocarbure conservés à bord ....

(b) *Rejet par le navire des résidus d'hydrocarbure des soutes à combustible et d'autres origines*

8. Date du rejet et moyens utilisés ....
9. Emplacement ou position du navire ....
10. Origines et quantités approximatives ....

..... Signature de l'officier ou des officiers responsables des opérations en question

..... Signature du capitaine du navire

III. — S'APPLIQUE A TOUS LES NAVIRES

DATE D'INSCRIPTION

Rejet ou déversement accidentels ou exceptionnels d'hydrocarbures

1. Date et heure du rejet ou du déversement ....
2. Emplacement ou position du navire ....
3. Quantité approximative et nature de l'hydrocarbure ....
4. Circonstances du rejet du déversement et remarques générales ....

..... Signature de l'officier ou des officiers responsables des opérations en question

..... Signature du capitaine du navire

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
SEGNI

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 30 marzo 1961, n. 239.

Soppressione del Consolato di seconda categoria in Saarbrücken (Repubblica Federale di Germania) e istituzione di un Consolato di prima categoria nella stessa sede.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto il regio decreto 28 gennaio 1866, n. 2804;
Visto il regio decreto 7 giugno 1866, n. 2996;
Visto il decreto del Capo provvisorio dello Stato 5 agosto 1947, n. 878, e successive modificazioni;
Visto il decreto del Capo provvisorio dello Stato 18 aprile 1947, n. 266, e successive modificazioni;
Visto il decreto del Presidente della Repubblica 26 febbraio 1948, n. 226, e successive modificazioni;
Visto l'art. 2 della legge 4 gennaio 1951, n. 13;
Udito il parere del Consiglio di Stato;
Sentito il Consiglio dei Ministri;
Sulla proposta del Ministro per gli affari esteri, di concerto con il Ministro per il tesoro;

Decreta:

Art. 1.

Il Consolato di seconda categoria in Saarbrücken (Repubblica Federale di Germania) è soppresso.

Art. 2.

E' istituito in Saarbrücken (Repubblica Federale di Germania) un Consolato di prima categoria con la seguente circoscrizione territoriale: la Saar.

Art. 3.

Il presente decreto ha effetto a decorrere dalla data della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 30 marzo 1961

GRONCHI

FANFANI — SEGNI — TAVIANI

Visto, *il Guardasigilli*: GONELLA
Registrato alla Corte dei conti, addì 15 aprile 1961
Atti del Governo, registro n. 136, foglio n. 30. — VILLA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 6 febbraio 1961.

Sostituzione di un membro della Commissione permanente di vigilanza sull'Istituto di emissione e sulla circolazione.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 110 del testo unico di legge sugli Istituti di emissione e sulla circolazione dei biglietti di banca, approvato con regio decreto 28 aprile 1910, n. 204;
Visto il decreto luogotenenziale del 31 dicembre 1915, n. 1928;
Visto il decreto del Presidente della Repubblica del 23 settembre 1949, col quale venne chiamato a far parte della Commissione permanente di vigilanza sull'Istituto di emissione e sulla circolazione il dott. Enrico Amici, presidente di sezione della Corte dei conti;
Considerato che il predetto magistrato si trova nella impossibilità di assolvere tale funzione perchè contemporaneamente impegnato in altri incarichi e che, pertanto, occorre procedere alla di lui sostituzione;
Sulla proposta del Ministro per il tesoro;

Decreta:

Il consigliere della Corte dei conti dott. Vincenzo Turco, è chiamato a far parte della Commissione permanente di vigilanza sull'Istituto di emissione e sulla circolazione, in sostituzione del dott. Enrico Amici, presidente di sezione della Corte dei conti.

Il presente decreto sarà presentato alla registrazione della Corte dei conti e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Dato a Roma, addì 6 febbraio 1961

GRONCHI

TAVIANI

Registrato alla Corte dei conti, addì 22 marzo 1961
Registro n. 8 Tesoro, foglio n. 92

(2278)

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 6 febbraio 1961.

Composizione della Commissione per il trattamento di quiescenza agli impiegati destituiti.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 183, lettera *d*), del testo unico delle leggi sulle pensioni civili e militari, approvato con regio decreto 21 febbraio 1895, n. 70, il quale prescrive che ogni anno sia nominata una Commissione speciale per giudicare se i motivi della destituzione degli impiegati civili e militari dello Stato siano tali da produrre in loro la perdita del diritto a trattamento di quiescenza;
Visto il decreto luogotenenziale 22 gennaio 1916, n. 81, relativo alla costituzione della Commissione;
Vista la legge 5 gennaio 1939, n. 84, recante norme per disciplinare la perdita del diritto a pensione per il personale statale destituito;
Sentito il Consiglio dei Ministri;
Sulla proposta del Presidente del Consiglio dei Ministri e del Ministro per il tesoro;

Decreta:

Art. 1.

La Commissione per l'esame della esistenza o meno del diritto a trattamento di quiescenza degli impiegati destituiti è composta, per l'anno 1961, come segue:

Presidente:
Rossi Passavanti prof. dott. Elia, presidente di sezione nella Corte dei conti.

Membri:
Toro dott. Camillo, consigliere nel Consiglio di Stato;
Peluso dott. Angelo, consigliere nella Corte suprema di cassazione;
Memmo dott. Adolfo, prefetto-direttore generale nel Ministero dell'interno;
Rizza dott. Giambattista, ispettore generale nel Ministero del tesoro.

Segretario:
Cartolano dott. Amedeo, direttore di divisione nel Ministero del tesoro.

Art. 2.

In aggiunta ai membri di cui al precedente articolo vengono chiamati a far parte della Commissione predetta, per l'anno 1961, gli ufficiali generali ed ammiragli appresso indicati, i quali interverranno in luogo dei predetti due funzionari amministrativi membri dott. Adolfo Memmo e dott. Giambattista Rizza, alle adunanze della Commissione stessa, quando debba pronunciarsi nei riguardi dei rispettivi personali militari:

il generale di brigata Agostino Scialla ed il maggior generale di amministrazione Vincenzo Bevilacqua, per i militari dell'Esercito;

il contrammiraglio Francesco Murzi ed il maggior generale commissario Innocenzo Marzano, per i militari della Marina;

il generale di divisione aerea Giuseppe Donno ed il tenente generale commissario Luigi Bonicelli, per i militari dell'Aeronautica;

il generale di divisione Gaetano Polizzi ed il generale di brigata Plinio Pradetto, per i militari della Guardia di finanza.

Il Presidente del Consiglio dei Ministri ed il Ministro per il tesoro sono incaricati della esecuzione del presente decreto, che sarà registrato alla Corte dei conti e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Dato a Roma, addì 6 febbraio 1961

GRONCHI

FANFANI — TAVIANI

Registrato alla Corte dei conti, addì 20 marzo 1961
Registro n. 7 Tesoro, foglio n. 356

(2279)

DECRETO DEL PRESIDENTE DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI 15 febbraio 1961.

Nomina del prof. avv. Francesco Messineo a presidente del Comitato tecnico per gli idrocarburi, per il triennio 1961-1963.

IL PRESIDENTE DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

Visto l'art. 41 della legge 11 gennaio 1957, n. 6, concernente la ricerca e la coltivazione degli idrocarburi liquidi e gassosi;

Sentito il Ministro per l'industria e per il commercio;

Decreta:

Il prof. avv. Francesco Messineo è nominato presidente del Comitato tecnico per gli idrocarburi per il triennio 1961-1963.

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 15 febbraio 1961

Il Presidente del Consiglio dei Ministri
FANFANI

Il Ministro per l'industria e per il commercio
COLOMBO

Registrato alla Corte dei conti, addì 31 marzo 1961
Registro n. 2 Presidenza, foglio n. 63. MASSIMO

(2303)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

Approvazione del piano regolatore generale del comune di Venosa (Potenza)

Con decreto del Presidente della Repubblica in data 7 dicembre 1960, registrato alla Corte dei conti il 10 marzo 1961, registro n. 12 Lavori pubblici, foglio n. 338, è stato approvato il piano regolatore generale del comune di Venosa (Potenza).

Copia di tale decreto, munita del visto di conformità all'originale, sarà depositata negli uffici comunali a libera visione del pubblico, ai sensi dell'art. 10 della legge urbanistica 17 agosto 1942, n. 1150.

(2275)

Esito di ricorsi

Con decreto presidenziale 22 giugno 1960, n. 1029, registrato alla Corte dei conti, addì 6 dicembre 1960, registro n. 60 lavori pubblici, foglio 218 sono stati respinti i ricorsi straordinari al Capo dello Stato, in data 1° luglio 1955 e 2 luglio 1955 proposti rispettivamente, dalle Amministrazioni comunali di Bussolengo e di San Pietro Incariano, in provincia di Verona, avverso il decreto del Ministro per i lavori pubblici 14 dicembre 1954, n. 7063, pubblicato nel supplemento alla *Gazzetta Ufficiale* n. 6 del 10 gennaio 1955.

(2274)

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

Bonifica della Valle Telesina - Sdemanializzazione reliquati di bonifica in comune di Telese (Benevento)

Decreto interministeriale 17 gennaio 1961, n. 194, del Ministero dell'agricoltura e delle foreste di concerto col Ministero delle finanze, col quale è stata trasferita dal Demanio pubblico al patrimonio dello Stato una zona di terreno, a suo tempo espropriata per l'esecuzione di opere nella bonifica della Valle Telesina, sita in contrada «Ischitella» o «Sotto il Torrione» della estensione di circa are 32, riportata nel catasto del comune di Telese (Benevento) al foglio n. 8, partita n. 214, particella n. 15 parte.

(2182)

MINISTERO DEL LAVORO E DELLA PREVIDENZA SOCIALE

Proroga della gestione commissariale della Società cooperativa «Cantina sociale delle Colline Moreniche», con sede in Viverone (Vercelli).

Con decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale, in data 23 marzo 1961 i poteri conferiti al rag. Piero Cavezzale, commissario governativo della Società cooperativa «Cantina sociale delle Colline Moreniche», con sede in Viverone (Vercelli), sono stati prorogati dal 23 marzo al 23 luglio 1961.

(2183)

Scioglimento della Società cooperativa «La Portuaria» con sede in Bari

Con decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale, in data 20 marzo 1961 la Società cooperativa «La Portuaria», con sede in Bari, costituita con atto del notaio dott. Giuseppe Lattanzio in data 6 dicembre 1944 è stata sciolta ad ogni effetto di legge, ai sensi dell'art. 2544 del Codice civile, senza nomina di liquidatore.

(2184)

Scioglimento della Società cooperativa produzione e lavoro « A.C.L.I. - Santa Rita », con sede in Aversa (Caserta)

Con decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale in data 20 marzo 1961, la Società cooperativa produzione e lavoro « A.C.L.I. - Santa Rita », con sede in Aversa (Caserta), costituita con atto del notaio dott. Mattia Coppola in data 27 dicembre 1954 è stata sciolta ad ogni effetto di legge, ai sensi dell'art. 2544 del Codice civile, con nomina di liquidatore nella persona dell'avv. Fusco Leucio.

(2203)

Scioglimento di quattro Società cooperative di varie Provincie

Con decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale in data 27 marzo 1961 le sottoelencate Società cooperative sono state sciolte ad ogni effetto di legge, ai sensi dell'art. 2544 del Codice civile, senza nomina di liquidatone:

1. Società cooperativa produzione e lavoro « A.C.L.I. San Crispino », con sede in Aversa (Caserta), costituita con atto in data 5 aprile 1955, per notaio dott. Mattia Coppola;
2. Società cooperativa edilizia « Dipendenti istituti bancari - C.E.D.I.B. », con sede in Cuneo, costituita con atto in data 9 novembre 1949. per notaio dott. Michele Musso;
3. Società cooperativa edilizia « Idea - fra impiegati e professionisti », con sede in Latina, costituita con atto in data 8 dicembre 1955, per notaio dott. Bruno Checchi;
4. Società cooperativa edilizia « G. Massarenti - dipendenti Fiat Aderenti U.I.L. », con sede in Modena, costituita con atto in data 3 dicembre 1955, per notaio dott. Antonino Gregni.

(2241)

Sostituzione del liquidatore della Società cooperativa di consumo fra ferrovieri dello Stato, in Reggio Calabria

Con decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale in data 23 marzo 1961, il sig. Antonio Caridi è stato nominato commissario liquidatore della Società cooperativa di consumo fra ferrovieri dello Stato, con sede in Reggio Calabria, in sostituzione del rag. Giuseppe Surace, dimissionario.

(2204)

Nomina del liquidatore della disciolta Società cooperativa edilizia « Adriatica », con sede in Ortona (Chieti)

Con decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale in data 27 febbraio 1961, il sig. Cespa Mario è stato nominato liquidatore della Società cooperativa edilizia « Adriatica », con sede in Ortona (Chieti), sciolta ad ogni effetto di legge, ai sensi dell'art. 2544 del Codice civile, senza nomina di liquidatore, al n. ord. 95 del decreto in data 17 dicembre 1957.

(2158)

Nomina del liquidatore della disciolta Società cooperativa edilizia « Sacro Cuore », con sede in Ancona

Con decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale, in data 6 marzo 1961 il dott. Mario Scarponi è stato nominato liquidatore della Società cooperativa edilizia « Sacro Cuore », con sede in Ancona, già sciolta al n. ord. 8 del decreto ministeriale in data 1° febbraio 1960.

(2185)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Notifica per smarrimento di certificati di rendita nominativa

(1a *pubblicazione*).

In conformità delle disposizioni dell'art 37 della legge 12 agosto 1957, n. 752, si notifica che è stata denunziata la perdita dei certificati d'iscrizione delle sotto designate rendite ed è stata fatta domanda a quest'Amministrazione affinchè, previe le formalità prescritte dalla legge, vengano rilasciati i corrispondenti nuovi certificati.

CATEGORIA del debito	NUMERO della iscrizione	INTESTAZIONE DELLE ISCRIZIONI	AMMONTARE della rendita annua di ciascuna iscrizione
			Lire
Consolidato 3,50 % (1906)	879.794	Famiglia D'Oria, in Genova	10.678,50
Id.	879.803	Fedecommesseria Virginia D'Oria fu Agostino, moglie di Stefano D'Oria fu Paolo, in Genova	1.508,50
Redimibile 3,50% (1934)	511.452	Amministrazione della famiglia D'Oria, in Genova	686 —
Consolidato 3,50 % (1906)	872.684 (nuda proprietà)	Petriconi Gianna fu Giannino, minore sotto la patria potestà della madre Mancini Bianca fu Ercole, ved. Petriconi Giannino, dom. in Roma, usufrutto a De Giovanni Augusta fu Francesco ved. di Petriconi Ferdinando, dom. a Roma (con fede di vita)	661,50
Redimibile 5 % (1936)	12.151 (nuda proprietà)	Come sopra	900 —

Si rende noto a chiunque possa avervi interesse che trascorsi sei mesi dalla prima delle prescritte due pubblicazioni del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale*, si rilasceranno i nuovi certificati, qualora in detto termine non siano intervenute opposizioni di sorta.

Roma, addì 7 aprile 1961

Il direttore generale: GRECO

(2268)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO - PORTAFOGLIO DELLO STATO

N. 89

Corso dei cambi del 17 aprile 1961 presso le sottoindicate Borse valori

VALUTE	Bologna	Firenze	Genova	Milano	Napoli	Palermo	Roma	Torino	Trieste	Venezia
$ USA	621,52	621,30	621,35	621,275	621,25	621,02	621,15	621,15	621,05	621,25
$ Can.	628,37	627,85	628,60	628 —	627,75	627,74	627,95	627,90	627,80	628,25
Fr. Sv.	144,62	143,55	143,55	143,555	143,50	143,48	143,55	143,60	143,50	143,55
Kr. D.	89,90	89,90	89,86	89,895	90 —	89,87	89,87	89,90	89,87	89,90
Kr. N.	86,95	86,95	86,95	86,92	86,80	86,89	86,88	86,90	86,89	86,90
Kr. Sv.	120,21	120,25	120,24	120,21	120,20	120,15	120,18	120,20	120,15	120,15
Fol.	172,85	172,80	172,75	172,755	172,70	172,78	172,76	172,82	172,80	172,80
Fr. B.	12,42	12,42	12,4195	12,417	12,41	12,42	12,416	12,42	12,41	12,42
Fr. Fr. (N.F.)	126,84	126,85	126,78	126,78	126,75	126,79	126,78	126,85	126,77	126,80
Lst.	1739,37	1738,60	1738,41	1738,65	1738,75	1738,05	1738,50	1738,25	1738,10	1738,75
Dm. occ.	156,54	156,49	156,50	156,48	156,45	156,48	156,495	156,55	156,47	156,50
Scell. Austr.	23,84	23,845	23,835	23,8325	23,85	23,83	23,83	23,83	23,82	23,825
Escudo Port.	21,60	21,70	21,70	21,69	21,75	21,70	21,70	21,72	21,71	21,70

Media dei titoli del 17 aprile 1961

Titolo	Valore
Rendita 3,50 % 1906	81,35
Id. 3,50 % 1902	79,35
Id. 5 % 1935	109,025
Redimibile 3,50 % 1934	99,75
Id. 3,50 % (Ricostruzione)	88,225
Id. 5 % (Ricostruzione)	100,625
Id. 5 % (Riforma fondiaria)	99,45
Id. 5 % 1936	102,225
Id. 5 % (Città di Trieste)	99,575
Id. 5 % (Beni Esteri)	99,45
Buoni del Tesoro 5 % (scadenza 1° gennaio 1962)	102,45
Id. 5 % (» 1° gennaio 1963)	102,575
Id. 5 % (» 1° aprile 1964)	102,675
Id. 5 % (» 1° aprile 1965)	102,80
Id. 5 % (» 1° aprile 1966)	103,075
Id. 5 % (» 1° gennaio 1968)	103,375
Id. 5 % (» 1° aprile 1969)	103,50
B. T. Poliennali 5 % (» 1° ottobre 1966)	102,90

Il Contabile del Portafoglio dello Stato: ZODDA

UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

Cambi medi del 17 aprile 1961

Valuta	Cambio
1 Dollaro USA	621,212
1 Dollaro canadese	627,975
1 Franco svizzero	143,552
1 Corona danese	89,882
1 Corona norvegese	86,90
1 Corona svedese	120,195
1 Fiorino olandese	172,757
1 Franco belga	12,416
1 Franco nuovo (N.F.)	126,78
1 Lira sterlina	1738,575
1 Marco germanico	156,487
1 Scellino austriaco	23,831
1 Escudo Port.	21,695

COMITATO INTERMINISTERIALE PER IL CREDITO ED IL RISPARMIO

Nomina del presidente della Cassa comunale di credito agrario di Città di Castello (Perugia)

IL DIRETTORE GENERALE DELLA BANCA D'ITALIA

Visti i regi decreti-legge 29 luglio 1927, n. 1509, e 29 luglio 1928, n. 2085, convertiti, rispettivamente, nelle leggi 5 luglio 1928, n. 1760 e 20 dicembre 1928, n. 3130, riguardanti l'ordinamento del credito agrario;
Visti l'art. 28 del regolamento per l'esecuzione del suddetto regio decreto-legge 29 luglio 1927, n. 1509, approvato con decreto ministeriale 23 gennaio 1928, e successive modificazioni;
Visti il regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, sulla difesa del risparmio e sulla disciplina della funzione creditizia, e le successive modificazioni ed integrazioni e i decreti legislativi 17 luglio 1947, n. 691, 20 gennaio 1948, n. 10 e la legge 22 dicembre 1956, n. 1589;
Visto il regio decreto 11 giugno 1936, n. 1067, modificato con decreto presidenziale 19 aprile 1948, n. 482;
Vista la proposta formulata dall'Istituto federale di credito agrario per l'Italia centrale, con sede in Roma;

Dispone:

Il prof. Sante Battocchi è nominato presidente della Cassa comunale di credito agrario di Città di Castello (Perugia).

Il presente provvedimento sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 7 aprile 1961

Il direttore generale: BAFFI

(2215)

Nomina del presidente della Cassa comunale di credito agrario di Banari (Sassari) e del presidente della Cassa comunale di credito agrario di Lula (Nuoro).

IL DIRETTORE GENERALE DELLA BANCA D'ITALIA

Visti i regi decreti-legge 29 luglio 1927, n. 1509, e 29 luglio 1928, n. 2085, convertiti, rispettivamente, nelle leggi 5 luglio 1928, n. 1760 e 20 dicembre 1928, n. 3130, riguardanti l'ordinamento del credito agrario;
Visti l'art. 28 del regolamento per l'esecuzione del suddetto regio decreto-legge 29 luglio 1927, n. 1509, approvato con decreto ministeriale 23 gennaio 1928, e successive modificazioni;
Visti il regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, sulla difesa del risparmio e sulla disciplina della funzione creditizia, e le successive modificazioni ed integrazioni e i decreti legislativi 17 luglio 1947, n. 691, 20 gennaio 1948, n. 10 e la legge 22 dicembre 1956, n. 1589;
Visto il regio decreto 11 giugno 1936, n. 1067, modificato con decreto presidenziale 19 aprile 1948, n. 482;
Viste le proposte formulate dal Banco di Sardegna, Istituto di credito di diritto pubblico, con sede legale in Cagliari e sede amministrativa e direzione generale in Sassari;

Dispone:

1. Il sig. Giacomo Pes fu Antonio Maria è nominato presidente della Cassa comunale di credito agrario di Banari (Sassari).
2. Il sig. Giovanni Aspruni fu Bernardo è nominato presidente della Cassa comunale di credito agrario di Lula (Nuoro).

Il presente provvedimento sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 7 aprile 1961

Il direttore generale: BAFFI

(2214)

CONCORSI ED ESAMI

MINISTERO DEL TESORO

Concorso per la nomina ad agente di cambio presso la Borsa valori di Venezia

IL MINISTRO PER IL TESORO

Vista la legge 23 maggio 1956, n. 515, contenente norme per i concorsi ad agente di cambio;

Ritenuta la necessità di bandire il concorso per la copertura dei posti disponibili nel ruolo degli agenti di cambio della Borsa valori di Venezia;

Uditi i pareri della Camera di commercio e delle autorità di Borsa di Venezia;

Decreta:

Art. 1.

E' indetto un concorso a tre posti di agente di cambio nel ruolo della Borsa valori di Venezia.

Art. 2.

La domanda di ammissione al concorso, scritta su carta da bollo da L. 200, firmata di pugno del candidato e indirizzata al Ministero del tesoro (Direzione generale del tesoro) con allegati ed elencati tutti i documenti richiesti, dovrà essere presentata o dovrà pervenire — entro il termine perentorio di sessanta giorni dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica — alla segreteria della Commissione esaminatrice, che ha sede presso l'ufficio dell'ispettore del Tesoro delegato alla vigilanza governativa della Borsa valori di Venezia.

Nella domanda di ammissione i candidati dovranno indicare il cognome, il nome, la data ed il luogo di nascita, ed il proprio domicilio ed indirizzo al quale dovranno essere trasmesse le eventuali comunicazioni.

Art. 3.

A corredo della domanda dovranno essere prodotti i seguenti documenti redatti in conformità delle vigenti disposizioni in materia di bollo e di legalizzazione, firmati per esteso a cura del funzionario o pubblico ufficiale che li rilascia, giusta quanto prescritto dall'art. 8 del decreto del Presidente della Repubblica 2 agosto 1957, n. 678:

a) fotografia in data recente, applicata su foglio bollato, con firma autentica del candidato. Il documento deve essere munito della autenticazione della fotografia e della firma;

b) estratto dell'atto di nascita, dal quale risulti che il candidato, alla data del presente decreto, abbia compiuto il ventisettesimo anno di età e non superato il cinquantacinquesimo;

c) certificato di cittadinanza italiana;

d) certificato dal quale risulti che il candidato gode dei diritti politici, ovvero che non è incorso in alcuna delle cause che a termini delle vigenti disposizioni, ne impediscano il possesso;

e) certificato generale del casellario giudiziario;

f) certificato di buona condotta rilasciato dal sindaco del Comune di residenza ove l'aspirante risiede da un anno e nel caso di residenza per un tempo minore, altro certificato del sindaco o dei sindaci dei Comuni ove il candidato abbia avuto precedenti residenze entro l'anno;

g) certificato di specchiata correttezza professionale, rilasciato dalla Camera di commercio, industria ed agricoltura;

h) copia dello stato di servizio militare o del foglio matricolare, entrambi aggiornati ed annotati delle eventuali benemerenze di guerra; ovvero copia del foglio di congedo illimitato, o certificato di esito di leva, debitamente vidimato, o di iscrizione nelle liste di leva;

i) diploma di laurea in giurisprudenza od in economia e commercio, in originale od in copia autentica notarile, conseguita in una Università od in altro Istituto d'istruzione superiore dello Stato;

l) certificato di tirocinio pratico effettuato in una Borsa valori per un biennio come rappresentante alle grida di agente di cambio, o per un triennio quale procuratore di agente di cambio, ovvero per un quinquennio quale funzionario presso l'ufficio di Borsa valori o l'ufficio titoli di una Banca o quale commissionario di Borsa in proprio o come responsabile di ditta commissionaria, ammesso nel recinto riservato di Borsa. Tale certificato dovrà riportare anche le date d'inizio e di fine del periodo o dei periodi di una o più delle attività sopra specificate;

m) dichiarazione con la quale l'aspirante si impegna, in caso di nomina ad agente di cambio, a cessare dalle altre sue attività incompatibili con la professione di agente di cambio e ad esercitare la professione medesima presso la Borsa di Venezia nel cui ruolo venga ad essere iscritto;

n) tutti gli altri documenti e pubblicazioni che, in aggiunta ai precedenti, possono costituire titolo valutabile per la formazione della graduatoria di merito. In essi dovrà essere specificata la durata delle attività menzionate;

o) quietanza comprovante l'effettuato versamento presso la Camera di commercio di Venezia della somma di L. 10.000 (diecimila) per contributo alle spese di concorso.

I certificati di cui alle lettere *c)*, *d)*, *e)*, *f)* e *g)*, debbono essere di data posteriore a quella di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

I requisiti per ottenere l'ammissione al concorso debbono essere posseduti prima della scadenza del termine utile per la presentazione della domanda ad eccezione del requisito della età, di cui gli aspiranti debbono essere provvisti alla data del concorso.

Art. 4.

I candidati che alla data di entrata in vigore della legge 23 maggio 1956, n. 515 erano agenti di cambio in carica, o risultavano aver esercitato la professione di agente di cambio conservando i prescritti requisiti, ovvero erano procuratori di agenti di cambio o rappresentanti alle grida di agente di cambio da almeno un quinquennio, sono esentati dall'obbligo di possedere il titolo di studio di cui alla lettera *i)*, dell'art. 3.

I candidati rappresentanti alle grida di agente di cambio, che al momento dell'entrata in vigore della predetta legge non avevano raggiunto il quinquennio di cui al comma precedente, possono partecipare al concorso anche se muniti di un diploma di laurea diverso da quello in giurisprudenza od in economia e commercio. Detto diploma dovrà essere prodotto in originale o in copia autentica notarile nel termine di cui all'art. 2.

Per tali candidati il limite di età è elevato ad anni sessanta.

Il possesso dei requisiti di cui al presente articolo dovrà essere comprovato mediante esibizione di apposito certificato da rilasciarsi dalla Camera di commercio competente a mente dell'art. 5, ultimo comma, della legge 23 maggio 1956, n. 515.

In tale certificato dovranno essere indicate le date di inizio e di fine del periodo o dei periodi di una o più delle attività stesse.

Art. 5.

Non sarà tenuto conto delle domande pervenute o presentate oltre il termine indicato nell'art. 2, ovvero sfornite di taluno dei documenti di cui al successivo art. 3. La data di arrivo è stabilita dal timbro a data apposto dalla segreteria della Commissione esaminatrice. Non sono ammessi riferimenti a documenti prodotti per la partecipazione ad altri concorsi.

Nel caso che il titolo di studio richiesto in originale non sia stato ancora rilasciato, ovvero sia andato smarrito o distrutto, i candidati dovranno presentare il certificato sostitutivo di esso, a tutti gli effetti, rilasciato dalla competente autorità scolastica.

Art. 6.

Si applicano ai concorrenti ai posti di agente di cambio i benefici costituenti preferenza a parità di merito, accordati dalle vigenti disposizioni di legge nei concorsi a pubblici impieghi, ai mutilati, invalidi, ex combattenti, reduci e categorie assimilate.

Art. 7.

Con successivo decreto sarà provveduto alla costituzione della Commissione esaminatrice a norma dell'art. 3 della legge 23 maggio 1956, n. 515.

Art. 8.

La Commissione esaminatrice, esaurito l'esame formale delle domande e dell'allegata documentazione, e determinati i criteri di valutazione dei titoli di cui i candidati risultano in possesso, assegna, per ciascun candidato ammesso al concorso, un punteggio complessivo non eccedente il limite massimo di cento e propriamente:

a) sino a sessanta punti per i vari titoli professionali;

b) sino a dieci punti per le pubblicazioni in materia di Borse valori;

c) sino a trenta punti per la prova di esame, di cui all'articolo seguente.

Per la valutazione dei titoli professionali e delle pubblicazioni in materia specifica, nonchè per la prova di esame, i commissari, compreso il presidente, dispongono di eguale numero di punti.

Art. 9.

I candidati ammessi al concorso dovranno sottoporsi, nel giorno, nell'ora e nel luogo che saranno stabiliti dalla Commissione esaminatrice e loro notificati, in tempo utile, ad una prova di idoneità dinanzi alla Commissione medesima.

La prova consisterà in un esame orale avente per oggetto principi di diritto civile, di economia politica e di scienza delle finanze, nonchè le discipline attinenti ai mercati mobiliari, la tecnica borsistica, la legislazione riguardante le Borse valori e gli usi locali di Borsa.

Saranno dichiarati idonei i candidati che avranno conseguito nella prova, una votazione non inferiore a punti diciotto.

I candidati che siano agenti di cambio in carica sono dispensati, qualora ne facciano richiesta per iscritto, dal sostenere l'esame di idoneità. In tal caso ai medesimi verranno attribuiti diciotto trentesimi dei punti di cui alla lettera *c*), primo comma del precedente art. 8.

Art. 10.

La somma dei punti che i candidati conseguiranno in base all'art. 8 costituirà la classificazione complessiva.

A parità di punteggio avranno titolo preferenziale e nello ordine seguente:

a) gli agenti di cambio in carica presso altre Borse per almeno un triennio;

b) coloro che abbiano esercitato, per ugual periodo, la professione di agente di cambio conservandone i prescritti requisiti;

c) i rappresentanti alle grida di agente di cambio per almeno un quinquennio;

d) i commissionari di Borsa ammessi nei recinti riservati per almeno un quinquennio;

e) gli osservatori alle grida di istituto di credito per almeno un quinquennio.

Il periodo di tempo di cui alle lettere *c*), *d*), ed *e*) si calcola anche nel caso che le relative funzioni non siano state esercitate in via continuativa.

Fra i concorrenti predetti avranno la preferenza coloro i quali abbiano maggiore anzianità nell'esercizio delle relative funzioni.

Dopo le preferenze di cui sopra si osserveranno quelle spettanti ai mutilati, invalidi, ex combattenti, reduci e categorie assimilate, in applicazione dell'art. 6.

Quando non sia possibile stabilire la preferenza in base alle norme suindicate, per pari anzianità nell'esercizio delle rispettive funzioni o per mancanza, ovvero per parità di titoli di natura combattentistica, la preferenza medesima sarà determinata dalla maggiore età.

Art. 11.

Ai fini dell'applicazione dei benefici previsti dall'art. 6 i candidati dovranno produrre, a corredo della domanda di ammissione al concorso, i seguenti documenti:

1) gli « insigniti di medaglia al valor militare, o croce di guerra, i feriti di guerra e i promossi di grado militare per merito di guerra », l'originale o copia autentica del relativo brevetto;

2) i « mutilati ed invalidi di guerra, ex combattenti », cioè in dipendenza della guerra 1915-18, o dei fatti d'arme per la difesa delle ex colonie dell'Africa orientale o in dipendenza della guerra 1940-43 o della guerra di liberazione, ovvero in conseguenza delle ferite riportate in occasione dei fatti di Mogadiscio dell'11 gennaio 1948, o in occasione di azioni di terrorismo politico nei territori delle ex colonie italiane, nonchè i mutilati e gli invalidi in occasione di azioni singole o collettive aventi fini politici nelle Provincie di confine con la Jugoslavia o nei territori soggetti a detto Stato di cui alla legge 23 marzo 1952, n. 207, nonchè i mutilati e gli invalidi per i fatti di Trieste del 4, 5 e 6 novembre 1953, il decreto di concessione della relativa pensione od un certificato mod. 69 rilasciato dal Ministero del tesoro Direzione generale delle pensioni di guerra, oppure una dichiarazione di invalidità, in bollo da L. 100, rilasciata dalla competente rappresentanza provinciale dell'Opera nazionale invalidi di guerra, e vidimata dalla sede centrale dell'Opera stessa, in cui siano indicati anche i documenti in base ai quali è stata riconosciuta la qualifica di invalido, ai fini della iscrizione nei ruoli provinciali di cui all'art. 3 della legge 21 agosto 1921, n. 312 e all'art. 5 della legge 3 giugno 1950, n. 375;

3) i « mutilati ed invalidi civili per fatto di guerra », gli stessi documenti di cui al n. 2;

4) i « mutilati ed invalidi per servizio », il decreto di concessione della pensione che indichi la categoria di questa e la categoria o la voce dell'invalidità di cui sono colpiti, ovvero il mod. 69-*ter*, rilasciato, secondo i casi, dall'Amministrazione centrale al servizio della quale l'aspirante ha contratto l'invalidità, o dagli Enti pubblici autorizzati ai sensi del decreto ministeriale 23 marzo 1948;

5) gli « orfani di guerra », cioè dei caduti per la guerra 1915-18 o per i fatti d'armi verificatisi nella difesa delle ex colonie dell'Africa orientale o per la guerra 1940-43, ovvero per la guerra di liberazione o per i fatti di Mogadiscio dell'11 gennaio 1948, o in occasione di azioni singole o collettive aventi fini politici nelle Provincie di confine con la Jugoslavia o nei territori soggetti a detto Stato di cui alla legge 23 marzo 1952, n. 207, o in occasione di azioni di terrorismo politico nei territori delle ex colonie italiane, o per i fatti di Trieste del 4, 5 e 6 novembre 1953, un certificato su carta da bollo da L. 100, rilasciato dal competente Comitato provinciale dell'Opera nazionale per la protezione e l'assistenza degli orfani di guerra;

6) gli « orfani dei caduti civili per fatto di guerra », gli stessi documenti di cui al n. 5;

7) gli « orfani dei caduti per servizio », un certificato su carta bollata da L. 100, rilasciato ai sensi e per gli effetti dell'art. 8, ultimo comma, della legge 24 febbraio 1953, numero 142;

8) i « feriti in combattimento », l'originale o copia autentica del relativo brevetto o del documento di concessione;

9) gli « insigniti di croce di guerra o di altra attestazione speciale al merito di guerra », l'originale o copia autentica del relativo brevetto o del documento di concessione;

10) i « figli dei mutilati e degli invalidi di guerra ex combattenti », un certificato mod. 69, rilasciato a nome del loro padre, dal Ministero del tesoro - Direzione generale delle pensioni di guerra, oppure un certificato su carta da bollo da L. 100, rilasciato dal sindaco del Comune di residenza, sulla conforme dichiarazione di tre testimoni ed in base alle circostanze anagrafiche e del loro stato civile;

11) i « figli dei mutilati e degli invalidi per servizio », un certificato, su carta da bollo da L. 100, rilasciato dal sindaco del Comune di residenza, attestante che il padre o la madre fruiscono di pensione;

12) i « figli dei mutilati e degli invalidi per fatto di guerra », gli stessi documenti di cui al n. 10;

13) *a*) gli « ex combattenti della guerra 1915-18 », oltre la copia dello stato di servizio o del foglio matricolare, annotati delle benemerenze di guerra, anche la dichiarazione integrativa di cui alla circolare n. 588 del Giornale militare ufficiale 1922.

Coloro che in sostituzione del servizio militare, furono imbarcati su navi mercantili durante la guerra 1915-18, pro-

veranno tale circostanza mediante esibizione di apposito certificato da rilasciarsi dalle autorità marittime competenti;

b) coloro che abbiano partecipato alle « operazioni militari in Africa orientale » dal 3 ottobre 1935 al 5 maggio 1936, la dichiarazione integrativa di cui alla circolare n. 427 del Giornale militare ufficiale 1937;

c) gli « ex combattenti » della « guerra 1940-43 » o della « guerra di liberazione », a seconda dell'Arma o Corpo di appartenenza, la dichiarazione integrativa prevista dalla circolare n. 5000 del 1° agosto 1948, dello Stato Maggiore dell'Esercito, o quella di cui alla circolare n. 27200/OM, del 3 luglio 1948, dello Stato Maggiore della Marina, o quella di cui alla circolare n. 202860/Od. 6 dell'8 luglio 1948, dello Stato Maggiore dell'Aeronautica;

d) i « partigiani combattenti », la dichiarazione loro rilasciata dalle competenti Commissioni locali di cui al decreto legislativo luogotenenziale del 21 agosto 1945, n. 518, attestante il formale riconoscimento di tale qualifica;

e) coloro che abbiano partecipato ad « operazioni della guerra di liberazione nelle formazioni non regolari », la dichiarazione loro rilasciata dall'apposita Commissione costituita presso la Presidenza del Consiglio dei Ministri, di cui all'art. 4 del decreto legislativo 19 marzo 1948. n. 241;

14) *a*) i « profughi dei territori di confine » che si trovino nelle condizioni previste dall'art. 1 del decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 3 settembre 1947, n. 885, l'attestazione prevista dall'art. 6 del decreto del Presidente del Consiglio dei Ministri in data 1° giugno 1948, rilasciata dal prefetto della Provincia in cui risiedono;

b) i « profughi dell'ex Africa italiana », quelli dai territori sui quali, in seguito al trattato di pace, è cessata la sovranità dello Stato italiano, i profughi da territori esteri, nonchè quelli da zone di territorio nazionale colpite dalla guerra, che si trovino nelle condizioni previste dalla legge 4 marzo 1952, n. 137, dovranno presentare una attestazione del prefetto della Provincia in cui hanno la residenza. I profughi dell'ex Africa italiana potranno anche presentare il certificato a suo tempo rilasciato dal soppresso Ministero dell'Africa Italiana;

c) i « reduci dalla deportazione », l'attestazione del prefetto della Provincia nel cui territorio hanno la loro residenza, prevista dall'art. 8 del decreto legislativo luogotenenziale 14 febbraio 1946, n. 27;

15) coloro che abbiano riportato sanzioni penali per comportamento contrario al regime fascista, comproveranno la loro qualifica mediante un certificato rilasciato dalla competente autorità giudiziaria, e coloro che abbiano riportato sanzioni di polizia per lo stesso motivo o siano stati deportati od internati per motivi di persecuzione razziale, dimostreranno tali loro qualifiche mediante attestazione del prefetto della Provincia nel cui territorio hanno la loro residenza.

I mutilati ed invalidi per la lotta di liberazione e gli orfani dei caduti per la lotta di liberazione, devono anche esibire apposita dichiarazione da rilasciarsi, come per i partigiani combattenti, dalle Commissioni locali di cui al decreto legislativo luogotenenziale 21 agosto 1945, n. 518, attestante il possesso delle qualifiche medesime.

Art. 12.

Le qualifiche combattentistiche devono essere acquisite almeno alla data di scadenza del termine utile per la presentazione della domanda di partecipazione al concorso.

La Commissione esaminatrice può consentire che i documenti comprovanti il riconoscimento delle varie qualifiche di cui al precedente comma, vengano prodotti dai candidati anche dopo il termine di cui all'art. 2 del presente decreto, ma comunque, non oltre la data stabilita per lo svolgimento della prova di esame, sotto pena di decadenza dai relativi benefici.

Art. 13.

La Commissione esaminatrice, non appena formata la graduatoria dei concorrenti risultati idonei, la trasmetterà al Ministero del tesoro che, dopo aver riconosciuto la regolarità del procedimento seguito per la formazione della stessa, l'approverà con proprio decreto da pubblicarsi nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Unitamente alla graduatoria la Commissione invierà tutti i documenti del concorso, nonchè i verbali redatti, sia in sede di esame dei documenti, che durante l'espletamento della prova pratica e la relazione della stessa graduatoria.

Art. 14.

Il presente decreto sarà registrato alla Corte dei conti e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 27 febbraio 1961

Il Ministro: TAVIANI

Registrato alla Corte dei conti, addì 14 marzo 1961
Registro n. 6 *Tesoro, foglio n.* 273. — CARUSO

(2162)

UFFICIO MEDICO PROVINCIALE DI MILANO

Graduatoria generale del concorso ad un posto di ostetrica condotta vacante nella provincia di Milano

IL MEDICO PROVINCIALE

Visto il proprio decreto n. 2485 in data 23 maggio 1960, col quale è stato bandito il concorso, per titoli, per l'attribuzione del posto di ostetrica condotta del Consorzio ostetrico Caselle Lurani (capo Consorzio) Marudo-Valera Fratta;

Visti i lavori della Commissione giudicatrice del concorso suddetto, costituita con il successivo decreto n. 2485 del 26 settembre 1960;

Visto gli articoli 64 e 73 del testo unico delle leggi sanitarie approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Visti gli articoli 58 e 59 del regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Vista la legge 13 marzo 1958, n. 296;

Decreta:

E' approvata la seguente graduatoria di merito delle candidate dichiarate idonee al concorso indicato in premesse:

1. De Franceschi Luce . . . . punti 5,70 su 50
2. Fialdini Egle . . . . » 3,455 »

Il presente decreto sarà pubblicato nei modi e sensi di legge.

Milano, addì 25 marzo 1961

Il medico provinciale: MUCCIO

IL MEDICO PROVINCIALE

Visto e richiamato in ogni sua parte il proprio decreto di pari numero e data, con il quale è stata approvata la graduatoria delle concorrenti al concorso interno, per titoli, per l'attribuzione del posto di ostetrica condotta del Consorzio Caselle Lurani-Marudo-Valera Fratta;

Visto il testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265, nonchè il regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Vista la legge 13 marzo 1958, n. 296;

Decreta:

L'ostetrica De Franceschi Luce è dichiarata vincitrice del concorso sopra indicato.

Nei confronti dell'ostetrica Fialdini Egle si applicano le disposizioni di cui agli articoli 64 e 73 del testo unico delle leggi sanitarie e dell'art. 59 del regio decreto 11 marzo 1935, n. 281.

Il sindaco del comune capo-consorzio di Caselle Lurani è incaricato dell'esecuzione del presente decreto, che sarà pubblicato nei modi e sensi di legge.

Milano, addì 25 marzo 1961

Il medico provinciale: MUCCIO

(2169)

UFFICIO MEDICO PROVINCIALE DI LECCE

Graduatoria generale del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Lecce

IL MEDICO PROVINCIALE

Visto il proprio decreto n. 05478 in data 15 marzo 1960, con il quale venne indetto pubblico concorso per titoli ed esami a dieci posti di medico condotto vacanti in provincia di Lecce alla data del 30 novembre 1959;

Visto il proprio decreto n, 04172 in data 25 luglio 1960, con il quale è stata costituita la Commissione giudicatrice del concorso;

Visti i verbali della Commissione giudicatrice nonchè la graduatoria formata dalla Commissione medesima, relativa a cinquantacinque concorrenti risultati idonei;

Visto il regio decretó 11 marzo 1935, n. 281, che approva il regolamento dei concorsi a posti di sanitari addetti ai servizi dei Comuni e delle Provincie;

Vista la legge 13 marzo 1958, n. 296;

Decreta:

E' approvata la seguente graduatoria dei concorrenti che hanno conseguito l'idoneità nel concorso di cui alle premesse:

1. Margari Umberto . . . . punti 53,17
2. Grasso Antonio . . . . » 52,28
3. Preite Guido . . . . » 51,71
4. Greco Luigi Salvatore . . . . . . » 50,71
5. Lionetti Leonardo . . . . » 50,53
6. Scarano Sotero . . . . » 50,34
7. Greco Francesco . . . . . . » 50,33
8. De Paolis Paolo . . . . . . » 50,26
9. Costa Italo . . . . » 50,18
10. Pasca Giuseppe . . . . » 49,00
11. Bellisario Giovanni . . . » 48.77
12. Mariano Nicola . . . . . . » 48,75
13. Greco Osvaldo . . . . . » 48,44
14. Guerrieri Alessandro . . . . . » 48,28
15. Tronci Cesare . . . . . . » 48,25
16. Spagna Corrado . . . . » 48,22
17. Cannoletta Domenico . . . . » 47,93
18. Pagliarulo Bruno . . . . » 47,93
19. Romano Vincenzo . . . . » 47,92
20. Pavone Francesco . . . . » 47,75
21. Castrioto Mario . . . . » 47,33
22. Tarantino Giuseppe . . . . » 46,99
23. Lolli Luigi Donato . . . . » 46,75
24. Pedaci Salvatore . . . . » 46,72
25. Cortese Angelo . . . . » 46,50
26. Rizzo Antonio . . . . » 46,50
27. Frassanito Giuseppe . . . . » 46,37
28. Piccinno Giovanni . . . . » 46,28
29. Maci Giuseppe . . . . » 46,10
30. Renis Ivano . . . . » 46,02
31. Giaffreda Saverio . . . . » 46,02
32. Resci Vincenzo . . . . » 45,95
33. Vilei Giuseppe . . . . » 45,40
34. Zecca Luigi . . . . » 45,11
35. Sardella Remo . . . . » 45,06
36. Guido Antonio . . . . » 44,78
37. Fiorentino Antonio . . . . » 44,73
38. Briano Salvatore . . . . punti 44,02
39. Toma Giuseppe . . . . » 43,46
40. Santoro Rocco . . . . » 43,35
41. Miccolis Vincenzo . . . . » 42,78
42. Ferocino Mario . . . . » 41,96
43. Borelli Renato . . . . » 40,00
44. Mangia Giuseppe . . . . » 40,00
45. Nuzzo Vitale . . . . » 39,92
46. Corallo Luigi . . . . » 39,62
47. Graziuso Benito . . . . » 39,59
48. Gangemi Giuseppe . . . . » 39,22
49. D'Alessio Pietro . . . . » 39,04
50. Vergari Giovanni . . . . » 39,00
51. Stefanò Mario . . . . » 38,14
52. Greco Vito . . . . » 37,98
53. Santantonio Agostino . . . . . . » 37,67
54. Pastore Salvatore . . . . » 37,52
55. Giuliano Edoardo . . . . » 37,44

Il presente decreto sarà inserito nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e pubblicato nel Foglio annunzi legali della provincia di Lecce e, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio dell'Ufficio del medico provinciale e dei Comuni interessati.

Lecce, addì 31 marzo 1961

Il medico provinciale: MAGLIARI

IL MEDICO PROVINCIALE

Visto il proprio decreto pari numero e data, con il quale è stata approvata la graduatoria di merito degli idonei del pubblico concorso a dieci posti di medico condotto vacanti in provincia di Lecce alla data del 30 novembre 1959;

Viste le preferenze indicate per le varie sedi da candidati risultati idonei;

Visto l'art. 55 del regolamento approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 251;

Vista la legge 13 marzo 1958, n. 296;

Decreta:

I sottonotati candidati sono dichiarati vincitori della condotta medica a fianco di ciascuno indicata:

1) Margari Umberto: Martano (2ª condotta);
2) Grasso Antonio: Aradeo (1ª condotta);
3) Preite Guido: Taurisano (1ª condotta);
4) Greco Luigi Salvatore: Maglie (2ª condotta);
5) Lionetti Leonardo: Casarano (2ª condotta);
6) Scarano Sotero: Alessano (frazione Montasardo);
7) Greco Francesco: Cuagnano (frazione Villa Baldassarre);
8) De Paolis Paolo: Castrignano Greci;
9) Costa Italo: Carpignano Salentino (1ª condotta);
10) Pasca Giuseppe: Melandugno (2ª condotta).

Il presente decreto sarà inserito nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e nel Foglio annunzi legali della provincia di Lecce e pubblicato, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio dell'Ufficio del medico provinciale e dei Comuni intessati.

Lecce, addì 31 marzo 1961

Il medico provinciale: MAGLIARI

(2172)

PETTINARI UMBERTO, *direttore* SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma - Istituto Poligrafico dello Stato - G. C.